



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 30 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : 20241107-RAP-Chambéry-PURFER-InspectionPPC
Code AIOT : 0006104353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement PURFER implanté 931, Avenue du Grand Arietaz ZI Bissy 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 25/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 931, Avenue du Grand Arietaz ZI Bissy 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG Environnement, est autorisée à exploiter une installation de transit, tri et regroupement de déchets, classée au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sur le territoire de la commune de Chambéry (73).

Le centre a vocation à permettre la valorisation ultérieure des déchets. La typologie des déchets pris en charge sur le site est très diversifiée : ferrailles (fer lourd, ferrailles à cisailier), métaux ferreux et non ferreux, batteries, moteurs thermiques hors d'usage, VHU, bois, plastiques, papier/carton, textiles, verre, déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), etc.

A noter l'existence sur site d'une activité de déchetterie professionnelle permettant l'accueil des déchets amenés directement par les artisans du secteur.

L'autorisation d'exploiter a été délivrée à la société PURFER - Division FONLUPT par arrêté préfectoral n°AG/DEC 73.98.01 du 05/08/1998. Il a été complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- l'arrêté du 27/05/2003, prescrivant la mise en œuvre et l'exploitation d'un réseau de surveillance des eaux souterraines ;
- l'arrêté du 09/10/2012, portant agrément (n° PR7300009 D) pour l'exploitation d'une installation de stockage, dépollution et démontage de VHU ;
- l'arrêté du 21/05/2014, actualisant le tableau de classement des activités du site suite aux modifications de la nomenclature ICPE concernant les rubriques liées aux activités déchets ;
- l'arrêté du 19/09/2018 portant renouvellement de l'agrément VHU susvisé.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets : volume des activités
- Effluents liquides
- rétention des eaux extinction incendie
- suivi de la qualité des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative : volumes des activités	AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1	Sans objet	Demande d'action corrective	15 jours
2	Schéma des réseaux et points de rejets effluents liquides	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et données du PAC du 30 décembre 2020	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescriptions	1 mois
3	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescriptions	2 mois
5	Rétentions des eaux d'extinction incendie et vanne d'isolement	Dossier PAC du 30/12/2020 Arrêté ministériel du 6/06/2018, article 11-IV	Sans objet	Mise en demeure, respect de prescriptions	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance qualité eaux souterraines	AP Complémentaire du 27/05/2003, article 1	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en lumière plusieurs non-conformités. A ce titre, il est demandé à l'exploitant de conduire les actions correctives suivantes :

- transmettre un plan actualisé de l'emplacement des stockages de déchets, sous un délai n'excédant pas 15 jours.

A l'issue de la visite d'inspection, il est proposé, en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions suivantes :

Sous un délai d'un mois :

- actualiser et compléter le plan des réseaux du site au regard des remarques formulées ci-avant (afin de notamment faire apparaître sur ce plan et ce, de manière explicite, un certain nombre d'éléments et en particulier, les points de rejet de toute nature, les dispositifs de traitement, vannes d'isolement), conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et à l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- mettre en place une vanne d'isolement avec les milieux, au niveau du point de rejet de l'aire de lavage, conformément à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Sous un délai de 2 mois :

- procéder à des analyses de ses rejets liquides en sortie d'aire de lavage, comme prescrit à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018,
- respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, pour le point de rejet en sortie d'aire de lavage.
- faire application de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1, afin de pouvoir confiner dans leur intégralité les eaux d'extinction d'incendie sur le site et de pouvoir les faire éliminer en tant que déchets en cas de sinistre.

Le volume de rétention devra être justifié par la note de calcul D9/D9A et ne devra pas être inférieur à 200 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : volumes des activités

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1			
Thème : Autre, Situation administrative			
Prescription contrôlée : Volumes des activités selon ce qui est autorisé par l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2014 et ce qui est prévu dans le dossier de porter à connaissance remis en 2021.			
Constats : Les déchets visés sont listés dans le tableau qui suit, qui fait état de ce qui est autorisé actuellement, historiquement demandé en droits acquis par courrier du 11 avril 2011, de ce qui a été sollicité dans le dossier de porter à connaissance de 2021 et enfin de ce qui a été constaté sur site le 7 novembre dernier :			
rubrique s/régime	désignation	Niveaux autorisés et niveaux sollicités dans le PAC 2021	Niveaux constatés sur site
2711-2 DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques... 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Rubrique non repris dans l'APC de 2014 mais bénéficie des droits acquis par la déclaration d'existence transmise par l'exploitant par courrier du 11 avril 2011 V = 200 m ³	Volume présent : 10 m ³
2712-1 E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	Surface autorisée et reprise dans le PAC : 1500 m ²	Surface exploitée : 1500 m ² 557 VHU dépollués sur 2023
2713-1 E	Installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux	Surface autorisée et reprise dans le PAC : 12 186 m ²	Surface exploitée : 12 186 m ²
2714-2 D	Tri, transit et regroupement de déchets non dangereux de bois, cartons, papiers, plastiques, caoutchouc, textiles 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Volume autorisé : 100 m ³ Volume sollicité dans le PAC : 440 m ³	Quantité maximale de déchets non dangereux entreposée : environ 400 m ³ (DIB, bois, papiers, cartons, plastiques)
2718-1 A	Tri, transit et regroupement de déchets dangereux	Transit, regroupement de batteries :	Quantité maximale de batteries stockées sur site : 25t

		Volume autorisé et repris dans le PAC : 30 tonnes	
2791-1 A	Installation de traitement de déchets non dangereux. 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité autorisée et reprise dans le PAC 2021 : Installation de découpe de déchets de métaux Opérations d'oxycoupage : 20 t/j	20 t/j maximum
2710-1-b DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	APC 2014 : quantité inférieure à 1 tonne : NC Niveaux sollicités dans le PAC : collecte de déchets de batteries quantité < 7 tonnes -> passage régime DC	Moins d'une tonne le jour de l'inspection.
2710-2 DC	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	APC 2014 : volume inférieur à 100 m ³ : NC Niveaux sollicités dans le PAC 2020 : 300 m ³	Alvéole prévue pour l'apport de déchets de métaux V < 300 m ³
1435 NC	Station service	APC 2014 : Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence) distribué étant inférieur à 100 m ³ /an. PAC 2020 : Le volume équivalent total distribué annuellement étant V Station-service distribuant du gasoil et du GNR (produits de la catégorie C) V = 100/5 = 20 m ³	Non vérifié
4718 NC	Gaz inflammables liquéfiés	PAC 2020 Stockage propane : 300 kg	Présence < 300 kg
4725 NC	Substance nommément désigné : Oxygène	PAC 2020 Stockage Oxygène : 2 tonnes	Présence d'environ 1 tonne
4734 NC	Produits pétroliers spécifiques...	PAC 2020 Installation stockage GNR en cuve : 10 t	Non vérifié

Lors de l'inspection, il a été constaté que la nature et le volume des activités respectent les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 28 septembre 2014 ainsi que les données du dossier de Porter à connaissance du 30 décembre 2020, complété en mai 2021.

Toutefois, il a été constaté une évolution de l'emplacement des stockages de déchets suivants par rapport au plan transmis dans le dossier PAC 2020 :

- les déchets de moteurs électriques ont été déplacés vers le stockage des déchets métalliques,
- le verre a été déplacé vers l'ancien emplacement des moteurs électriques,
- l'emplacement des VHU a été interverti avec les déchets de platinage,

<ul style="list-style-type: none"> - la cisaille a été déplacée au niveau de l'aire de stockages des métaux, - une alvéole initialement prévue pour du DIB en mélange accueille désormais un stockage de ferraille, - les alvéoles de stockage de bois et de DIB ultime ont également été interverties ...
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai de 15 jours, de transmettre un plan actualisé de l'emplacement des stockages de déchets</p> <p>Le dossier de porter à connaissance est traité distinctement du présent rapport d'inspection et aboutira sur un projet d'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 15 jours

N° 2 : Schéma des réseaux et points de rejets effluents liquides

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II - Données du PAC du 30/12/2020 - Article 11-IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ;
Thème : Risques chroniques, Schéma des réseaux et points de rejets effluents liquides
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Présence de 2 points de rejets signalés dans le dossier PAC</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Schéma actuel distingue notamment le réseau de collecte :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des eaux pluviales de toitures et de voirie ; – des eaux pluviales de ruissellement des plateformes de stockage des déchets ; – des eaux usées (comprenant les eaux usées domestiques (« eaux sanitaires ») ainsi que les eaux usées non domestiques correspondant aux effluents (« eaux industrielles ») issus de l'aire technique dédiée au lavage de la partie extérieure des véhicules de déchets non dangereux de la société PURFER). <p>Par ailleurs, le plan précise bien que les eaux pluviales non souillées sont aujourd'hui collectées puis acheminées à l'aval des dispositifs de traitement avant rejet, conformément à l'article 4.2.2 (« Eaux pluviales ») de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/08/1998.</p> <p>Enfin, l'exploitant a justifié de la formalisation d'une convention de rejet avec Grand Chambéry (Arrêté n° 2017-094A du 02/06/2017) concernant le déversement des effluents de l'établissement dans le réseau d'assainissement communautaire. Toutefois, il a été constaté que cette convention de rejet doit être renouvelée car celle-ci était valable jusqu'en juin 2022.</p> <p><u>Par ailleurs, le schéma des réseaux n'a pas encore été actualisé suite à la demande de l'inspection en mars 2024 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – Les 2 points de rejets (eaux pluviales) du site, identifiés à ce jour au travers du dossier « Porter à connaissance », à savoir le point de rejet n° 1 (Voiries Sud/Accès au site) et le point de rejet n° 2 (Voiries Nord/Stockages extérieurs) ne sont pas explicitement matérialisés sur le plan. – Il a été constaté que des vannes d'isolement sont présentes en amont des séparateurs des deux points de rejets. Le plan des réseaux doit être mis à jour en mentionnant clairement les dispositifs de traitement et les vannes d'isolement. – En outre, un point de rejet n°3 au niveau de l'aire de lavage n'est pas non plus identifié sur le

<p>schéma des réseaux. il convient d'acter et de formaliser dans le dossier de Porter à connaissance et sur le schéma des réseaux l'existence d'un troisième point de rejet d'effluent du site, à savoir le point de rejet du réseau des « eaux usées ».</p> <p>– L'exploitant a confirmé lors de l'inspection qu'il n'existe aucun dispositif d'isolement s'agissant du séparateur de l'aire de lavage. Un dispositif d'isolement doit donc être installé en amont ou en aval du séparateur à hydrocarbures de l'aire de lavage.</p> <p>– Tous les dispositifs de traitement présents sur le réseau des effluents ne sont pas explicitement identifiés/répertoriés. Seuls les séparateurs d'hydrocarbures de l'aire de lavage et du rejet EP Nord disposent d'un repérage (légendé « O »). Le séparateur du rejet EP Sud n'est pas repéré sur le plan.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 20/11/24, les derniers justificatifs de curage des deux séparateurs à hydrocarbures du site, dont les interventions ont été réalisées par l'entreprise « Séché assainissement Rhône Isère » datant respectivement du 14/08/24 et 5/11/24.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous proposons de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'actualiser et compléter le plan des réseaux du site au regard des remarques formulées ci-avant (afin de notamment faire apparaître sur ce plan et ce, de manière explicite, un certain nombre d'éléments et en particulier, les points de rejet de toute nature, les dispositifs de traitement, vannes d'isolement), conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et à l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; - de mettre en place une vanne d'isolement avec les milieux, au niveau du point de rejet de l'aire de lavage, conformément à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre la nouvelle convention de rejet, considérant que la dernière en date arrivait à échéance en 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Délai : 1 mois

N° 3 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II</p> <p>« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV</p> <p>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant réalise une surveillance des rejets liquides sur les 2 points de rejets eaux pluviales. Toutefois, il n'a pas prévu de programme de surveillance pour les rejets de l'aire de lavage et ne dispose d'aucune analyse récente vérifiant la conformité de ces rejets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous proposons de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 2 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procéder à des analyses de ses rejets liquides en sortie d'aire de lavage, comme prescrit à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, • respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, pour le point de rejet en sortie d'aire de lavage.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2003, article 1
Thème : Risques chroniques, Surveillance piézométrique
<p>Prescription contrôlée : vérification des rapports de surveillance piézométrique L'exploitant mettra en œuvre et exploitera un dispositif de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Ce dispositif comportera les éléments suivants : - Deux puits, au moins, implantés en aval hydraulique de l'établissement, et un puits, au moins implanté en amont hydraulique de celui-ci.. Le dispositif sera exploité dans les conditions suivantes : - deux fois par an au moins, le niveau piézométrique et des prélèvements sont effectués dans la nappe, - l'eau prélevée fait l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité du site, - les résultats de mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais, - si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que son activité n'est pas à l'origine de la pollution constatée, - Il informe le Préfet des résultats de ses investigations et des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats : L'exploitant nous a présenté le dernier rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site, réalisé par « IRH Ingénieur et conseil » le 12 avril 2024, pendant une période de hautes eaux. Pour mémoire, le réseau de surveillance actuellement en place sur le site est constitué de 3 piézomètres, à raison d'un suivi 2 fois par an (nappe haute et nappe basse). Les résultats d'analyses sont comparés aux valeurs guides de l'OMS et n'appellent pas de remarques particulières puisque les résultats pour l'ensemble des paramètres mesurés, sont tous inférieurs aux valeurs guide.</p>
<p>Observation : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre les résultats de la seconde campagne d'analyse de la qualité des eaux souterraines. Si cette dernière campagne d'analyses n'était pas réalisée en période de basses eaux, l'exploitant s'assurera que les deux campagnes d'analyses 2025 soient réalisées pour l'une en période de hautes eaux et pour l'autre en période de basses eaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétentions des eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : - Données du dossier PAC du 30 décembre 2020, partie étude des dangers - Article 25-V de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) ; - Article 11-IV de l'arrêté ministériel du 6/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Thème : Risques accidentels, Rétentions et Gestion eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> données du dossier PAC : volume nécessaire estimé à 200 m³, selon le calcul D9A

- Article 25-V de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 : toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :
 - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;
 - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;
 - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
 - Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
- Article 11-IV de l'arrêté ministériel du 6/06/2018 : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation...

Constats :

L'arrêté d'autorisation préfectoral du 5 août 1998 ne prévoyait pas de volume de rétention des eaux d'extinction incendie. Une évaluation des besoins en eau et des capacités de rétention rendues nécessaires au titre de l'article 25-V de l'arrêté du 26 novembre 2012, a été réalisée par l'exploitant dans le cadre du dossier PAC 2020, selon les règles D9 et D9A.

Selon l'exploitant et les données de son PAC 2020, la rétention des eaux extinction incendie sur site est assurée par la mise en œuvre de l'obturation des réseaux d'eaux pluviales du site. La canalisation enterrée de diamètre 1000 mm et les points-bas associés aux voiries extérieures permettent d'estimer une capacité de rétention voisine de 150 m³, inférieure au volume calculé de 200 m³.

Depuis le dépôt de son dossier PAC, la société PURFER n'a pas évalué de façon détaillée la disponibilité réelle des capacités de rétention en tenant compte de l'ensemble de volumes potentiellement concernés (surfaces bâties, autres canalisations enterrées...) et ne propose pas actuellement de solutions pour disposer du volume requis pour retenir les eaux d'extinction incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous proposons, en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de **mettre en demeure** l'exploitant, sous un délai de 2 mois de :

- faire application de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1, afin de pouvoir confiner dans leur intégralité les eaux d'extinction d'incendie sur le site et de pouvoir les faire éliminer en tant que déchets en cas de sinistre.

Le volume de rétention devra être justifié par la note de calcul D9/D9A et ne devra pas être inférieur à 200 m³.

Proposition de suites : Avec suites

Type de suites proposées : Mise en demeure, respect de prescriptions

Délai : 2 mois

Plan du site transmis dans le PAC 2021

REF	DESIGNATION DES OUVRAGES
1A	Entrée du site
2	Poste de contrôle radioactivité
3	Pont Becoulle
4	Passage du personnel et valeurs
5	Bureaux
6	Vestiaire
7	Chaudière
8	Cuve GNR
9	Hengier 1
10	Hengier 2
11	Hengier 3
12	Hengier 4
13	Accès train SNCF
14	Station VMD
15	Séparateur
16	Transformateur

LEGENDES :

-  Bâtiment
-  Plateforme béton
-  Pelouse
-  Clôture du site
-  Limite cadastrale
-  Réseau EP toiture, voirie
-  Réseau EP plateforme
-  Réseau AEP
-  Réseau eau usée
-  Réseau RIA
-  Réseau EDF
-  Réseau Telecom

Superficie cadastrale	17 369 m ²
Superficie des bâtiments :	
Bureau	191 m ²
Loges sociaux	158 m ²
Atelier	0 m ²
Atelier industriel de stockage	3 126 m ²
Espaces verts :	300 m ²
Zones extérieures d'exploitation :	
Zone imperméabilisée	13 400 m ²
Zone non imperméabilisée	0 m ²

